

# Pour une approche critique à l'éducation territoriale entre durabilité et transition écologique. Le cas italien

## AUTEUR·ES

Eleonora GUADAGNO,  
Matteo Girolamo PUTTILLI

## RÉSUMÉ

Cette communication s'articule d'abord sur la base de la considération que la géographie est une discipline relais à travers laquelle différents savoirs sectoriels dialoguent dans la construction de compétences partagées pour l'éducation et la gouvernance territoriale et la création d'une « conscience environnementale ». Elle cherche ensuite à identifier certaines des approches critiques du concept de transition écologique comme clé interprétative de la « régénération » des savoirs et des territoires. La contribution permettra donc de définir les approches théoriques et méthodologiques par lesquelles les actions d'« éducation territoriale » ont été développées en Italie au cours des dernières décennies, et plus récemment sur des questions liées aux concepts de durabilité, résilience et vulnérabilité. Les aspects novateurs ainsi que les limites seront soulignés, en mettant en évidence – entre autres – le rôle de l'*Associazione Italiana Insegnanti di Geografia* (AIIG), qui a toujours eu pour objectif de sensibiliser et valoriser le territoire dans les différents cycles éducatifs.

## MOTS CLÉS

géographie, Italie, transition écologique, éducation, territoire

## ABSTRACT

This paper is firstly organised on the premise that geography is a bridging discipline through which different sectoral knowledge dialogues in the construction of shared competences for education and territorial governance and the construction of an “environmental conscience”. Secondly, it seeks to identify some of the critical approaches to the concept of ecological transition as an interpretative key to the “regeneration” of knowledge and territories? The contribution will therefore define the theoretical and methodological approaches through which “territorial education” actions have been developed in Italy in the last decades and more recently on issues related to the concepts of sustainability, resilience, and vulnerability. The innovative aspects as well as the limits will be highlighted, emphasizing –among others– the role of *Associazione Italiana Insegnanti di Geografia* (AIIG), which has always aimed at raising awareness and valorising the territory in the different educational cycles.

## KEYWORDS

Geography, Italy, Ecological transition, Education, Territory

Au regard de la nécessité de sensibiliser les nouvelles générations à la dimension territoriale et aux principes du développement durable, le programme de l'Unesco « Futurs de l'éducation : apprendre à devenir » a été mis en place à partir de 2019 à l'échelle globale, faisant écho au mouvement *Fridays for Future*. Cette proposition s'adresse à tous les cycles de l'enseignement pour non seulement imaginer en perspective l'éducation des prochaines années, mais aussi pour comprendre comment y intégrer les questions environnementales et dépasser la dichotomie nature / homme, en vue de promouvoir une nouvelle idée de l'humanisme dans laquelle l'être humain est conscient de faire partie d'un géosystème et rendre les nouvelles générations conscientes et responsables de leur propre avenir dans une véritable « transition », considérée comme une stratégie d'atténuation combinée la plus large, la plus profonde et la plus efficace contre les impacts des changements climatiques. À cet égard, il est bien évident que les établissements scolaires et universitaires ont pour mission d'accompagner la société sur cette voie pour diffuser rapidement un nouveau mode de vie, en fournissant des outils culturels pour comprendre l'urgence de cette nouvelle approche déjà soulignée dans la *Déclaration de Lucerne sur l'éducation géographique pour le développement durable* de 2007.

Cette nouvelle organisation culturelle et éducative ne peut manquer de prendre en compte un nécessaire processus de démocratisation, impliquant des citoyens capables de comprendre et faire face aux questions environnementales. En particulier, dans le cadre du débat sur l'espace / lieu et l'identité avancé par D. Massey en 1991, la valorisation du territoire peut faire l'objet d'une lecture « exclusiviste » et « exclusionniste » ; là encore, les disciplines géographiques se posent comme un outil d'interprétation permettant de considérer la mutabilité du concept de « territoire », son évolution ainsi que celle de ses composantes relationnelles. Une fois de plus, la géographie, l'analyse de l'espace, les politiques territoriales et environnementales (et la diffusion des compétences qui sont liées) deviennent cruciales en tant qu'agent de transformation de la citoyenneté, au centre des pratiques écologiques orientées vers la communauté et la justice (Giorda & Puttilli, 2011 ; 2019). Tels sont les principes qui sous-tendent le concept d'éducation territoriale, introduit en 2011, inspiré du débat sur l'éducation basée sur le lieu dans le contexte anglo-saxon, dont l'objectif est de mettre le territoire au centre du projet éducatif de la géographie.

C'est donc précisément la géographie, à tous les niveaux de l'enseignement, qui devient la discipline pivot pour opérer ce type de

renversement de paradigme. Avant tout, cette discipline est capable d'appréhender les relations et les impacts profonds, d'analyser les équilibres / déséquilibres qui existent entre les activités humaines et l'environnement. Deuxièmement, la géographie – en tant que discipline « intégrale » – permet une vision qui part des aspects physiques pour englober les aspects socioculturels, contribuant à considérer la « nature » non plus comme opposée de manière dualiste à la société, mais comme intrinsèquement liée à toutes les formes de production et de reproduction des relations sociales. Waldron *et al.* (2019), dans cette perspective, ont reconnu que « la manière actuelle d'enseigner le changement climatique n'a pas été efficace » : une expérience éducative plus holistique serait donc nécessaire, à travers une réponse éducative robuste et axée sur la justice, dans laquelle les étudiants disposent d'un espace de réflexion et d'opportunités pour s'engager dans des modèles de citoyenneté. Cela en mettant l'accent sur les processus de prise de décision collective, tout en considérant les actions de tutelle environnementale, plutôt qu'une « juste transition » qui ne remet pas en question les paradigmes interprétatifs qui sous-tendent la crise écologique que nous vivons.

Enfin, la géographie est centrale parce que dans toutes les politiques et les actions concrètes, nous retrouvons le sens de l'analyse transcalaire. En effet, si l'atténuation a pour niveau prioritaire le niveau planétaire parce que ce sont les concentrations atmosphériques moyennes mondiales de gaz altérant le climat qui exercent l'effet de serre, dans les politiques d'adaptation l'échelle locale est centrale pour mettre en évidence les vulnérabilités des différents territoires et concevoir des actions qui soient réellement efficaces et ne restent pas de simples mots sans signification. Ces politiques, conçues au niveau local, doivent être coordonnées aux échelles supérieures afin de créer un effet de synergie et d'éviter la juxtaposition d'actions d'adaptation différentes, voire contradictoires.

## LE CONTEXTE ITALIEN

Le 14 décembre 2009, le gouvernement italien approuvait les *Lignes directrices pour l'éducation à l'environnement et au développement durable* en tant que résultat d'un accord entre le ministère de l'Environnement et celui de l'Éducation (n° 169/2008) qui soulignaient la nécessité d'inclure le traitement de différentes questions environnementales dans le programme scolaire. En 2018, l'on retrouve ainsi les *Indications nationales pour les écoles maternelles et primaires*, qui mentionnent explicitement l'éducation au territoire. Plus récemment (2019), des mesures réglementaires ont été prises pour inclure dans les programmes scolaires un *focus* sur les actions d'atténuation et d'adaptation nécessaires pour répondre aux nouveaux défis mondiaux, à travers la formation des élèves mais aussi des personnels des établissements.

L'Italie a donc établi avec la loi 92/19 (Introduction de l'enseignement de l'éducation civique) l'enseignement de cette matière comme une discipline transversale dans le but de répondre aux objectifs de l'Agenda 2030 des Nations unies, ce qui représente certainement un espace idéal pour commencer la révolution éducative proposée par l'Unesco (2019), qui croise également toutes les missions proposées dans le cadre du Plan national de reprise et de résilience (PNRR) lié au programme *Next Generation EU*.

Selon cet Agenda 2030, les pays sont appelés à contribuer à la construction d'un monde équitable et respectueux de la nature : l'agenda remplace les précédents objectifs du millénaire par un nouveau modèle intégrant les dimensions culturelles, sociales, économiques et environnementales dans le but d'une « territorialisation » des questions environnementales (Puttilli, 2020).

Malheureusement, en Italie, malgré les efforts institutionnels, la géographie apparaît encore insuffisante dans les programmes d'enseignement, très souvent reléguée à une connaissance notionnelle (De Vecchis, 2011), et cela malgré le fait qu'au niveau international il a été mis en évidence – également par le biais d'expériences dans d'autres pays européens et non européens – qu'une meilleure connaissance géographique est un outil nécessaire pour comprendre les dynamiques à même de stimuler et soutenir plus efficacement cette « transition » (Puttilli, 2020) tant souhaitée dans le discours public, et faire face aux problèmes avancés par la période que nous vivons, notamment l'Anthropocène (ou, plutôt, le Capitalocène) (Moore, 2017 ; Giorda, 2020). Ces éléments s'ajoutent à ceux transposés suite à la *Charte internationale de l'éducation géographique* (2016) promue par la Commission de l'éducation géographique de l'Union géographique internationale, qui offre une série d'indications pour une approche critique de l'Anthropocène d'un point de vue géographique à travers l'éducation des nouvelles générations. En effet, cette transition devrait être pensée comme un processus civique vers un nouveau modèle de société en équilibre avec la nature, un prisme à travers lequel interroger les comportements, les valeurs collectives et individuelles, mais surtout une opportunité de repenser les formes de production et de consommation, en renforçant une véritable « culture de la durabilité ». Cette dernière n'est possible qu'à travers une valorisation active de la géographie comme discipline interprétative du territoire et de ses relations et formations sociales, tout en considérant une éducation critique aux concepts tels que « Anthropocène », « transition écologique », parce qu'à travers la territorialisation de concepts vagues, ceux-ci prennent une dimension plus complexe et opérationnelle, nous confrontant à des problèmes et à des choix qui ne sont pas toujours faciles.

Pour ce faire, toujours dans le contexte du PNRR, le plan *Ri-generazione scuola* a été conçu dès 2020. Il regroupe des acteurs publics et privés collaborant déjà avec les écoles dans des activités de formation et des projets cohérents avec les enjeux de la transition écologique, à travers la coordination des autorités locales et des bureaux scolaires régionaux, constituant des plateformes éducatives territoriales qui soutiennent les institutions éducatives et répondent à ce besoin de territoire qui s'est manifesté en particulier pendant la pandémie. Le plan offre une réponse programmatique partielle en préconisant la conversion des espaces extérieurs en espaces verts et un remodelage des environnements d'enseignement pour favoriser l'éducation en plein air, l'éducation à la durabilité *sur le terrain* (Bagliani *et al.*, 2019) et encourager la réflexion « prête à l'emploi ».

## L'ASSOCIAZIONE ITALIANA INSEGNANTI DI GEOGRAFIA (AIIG) : LES ACTIONS SUR LES TERRITOIRES

D'après ce qui a été souligné, on se rend compte que l'éducation au territoire est une expression évocatrice mais fortement ambiguë : en effet, l'utilisation du concept de territoire peut également conduire à une approche traditionnelle, conservatrice voire régressive si, par exemple, les questions d'identité sont mises en avant sans prendre en compte les aspects de changement et de transition (Massey, 1991). L'idée d'éducation doit donc être guidée par l'ouverture au changement et à la multiculturalité, avec des déclinaisons opposées qui ne sont pas toujours identifiables. Le concept de transition peut nous guider vers un plus grand dynamisme et nous aider à introduire et accentuer la transition elle-même, en dépassant la vision conservatrice. Le dynamisme est inhérent au territoire et dans ce concept même nous lisons la mobilité et non la permanence.

L'AIIG<sup>1</sup> évolue dans ce type de cadre théorique. Elle a toujours mis en œuvre des pratiques discursives et des ateliers orientés vers ces valeurs dans les contextes scolaires : respect de la diversité et respect de l'environnement en favorisant la connaissance et la protection du territoire dans le cadre d'une éducation géographique et écologique pertinente. Ces différentes expériences se fondent sur la validité pédagogique de l'approche par atelier dans l'enseignement. La recherche scientifique sur le sujet et la pratique quotidienne de nombreux enseignants de tous les niveaux scolaires et de toutes les classes ont alors pour fil conducteur des thèmes spécifiques tels que le changement climatique, l'Anthropocène et le respect de la diversité multiculturelle. L'action de l'AIIG dans cet domaine s'oriente selon trois axes principaux :

- l'avancement du débat scientifique sur l'éducation territoriale à travers la publication de deux revues explicitement adressées à l'enseignement de la géographie ;
- l'organisation d'activités éducatives et de formation pour les étudiants à l'échelle nationale et régionale ;
- la formation des enseignants et la construction de plateformes de formation avec les acteurs et les institutions impliqués dans la promotion du développement durable et de l'éducation environnementale (WWF, Legambiente, INDIRE). Un exemple en ce sens est la plateforme *GenerAzione 30<sup>2</sup>* (Génération 30) lancée dans la région Toscane pour l'éducation à la transition écologique, au territoire et à la durabilité, qui voit l'implication des écoles locales dans des activités de formation et le partage de bonnes pratiques et d'expériences pédagogiques sur le thème de la transition écologique.

Le récit de ces initiatives, au cours de cette communication orale, visera à faire comprendre en quoi l'enseignement du respect du territoire est un acte politique, un projet culturel qui appelle à prendre position sur l'idée de transition écologique et qui ne peut pas ne pas reconnaître que les risques et la vulnérabilité sociale doivent avant tout être re-territorialisés afin de redonner l'espace adéquat à la construction de pratiques citoyennes actives dès le début de la scolarisation. Ce choix – au-delà des frontières disciplinaires et culturelles – envisage les relations spatiales comme un *topos* changeant et transcalaire dans lequel les citoyens de demain doivent être éduqués à un *global sense of place* (Massey, 1991).

## RÉFÉRENCES

- Bagliani M., Pietta A., Benati S., 2019, *Il cambiamento climatico in prospettiva geografica*, Bologna, Il Mulino.
- De Vecchis G. (dir.), 2011, *A scuola senza Geografia ?*, Roma, Carocci.
- Giorda C. (dir.), 2020, *Geografia e Antropocene*, Roma, Carocci.
- Giorda C., Puttilli M. (dir.), 2011, *Educare al territorio, educare il territorio*, Roma, Carocci.
- Giorda C., Puttilli M., 2019, « Educare al territorio. Una metodologia per la formazione geografica », in C. Giorda & G. Zanolin (dir.), *Idee geografiche per educare al mondo*, Milano, FrancoAngeli, p. 19-35.
- Massey D., 1991, « A global sense of place », *Marxism Today*, n° 38, p. 24-29 [[banmarchive.org.uk/marxism-today/june-1991/a-global-sense-of-place](http://banmarchive.org.uk/marxism-today/june-1991/a-global-sense-of-place)].
- Moore J., 2017, *Antropocene o capitalocene? Scenari di ecologia-mondo nella crisi planetaria*, Verona, Ombrecorte.
- Puttilli M., 2020, « Educare (geograficamente) all'Antropocene. Una proposta di agenda a partire dalla Carta Internazionale sull'Educazione Geografica », in C. Giorda (dir.), *Geografia e Antropocene*, Roma, Carocci, p. 61-70.
- Unesco, 2019, *Country Progress on Climate Change Education, Training and Public Awareness* [[unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372164](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372164)].
- Waldron F., Ruane B., Oberman R., Morris S., 2019, « Geographical Process or Global Injustice? Contrasting Educational Perspectives on Climate Change », *Environmental Education Research*, 25(6), p. 1-17.

## LES AUTEUR-ES

### Eleonora Guadagno

Università degli Studi di Napoli « L'Orientale » – DSUS  
(Italie)  
[eguadao@unior.it](mailto:eguadao@unior.it)

### Matteo Girolamo Puttilli

Università degli Studi di Firenze – SAGAS  
(Italie)  
[mputtilli@unifi.it](mailto:mputtilli@unifi.it)

<sup>1</sup> Fondée à Padoue le 22 avril 1954, l'AIIG est organisée en sections régionales – présentes dans toutes les régions italiennes – qui sont elles-mêmes divisées en sections provinciales, interprovinciales et municipales. C'est un organisme qualifié pour la formation du personnel scolaire accrédité par le ministère de l'Éducation (D. M. 27 février 2003), membre de la Conférence permanente européenne des professeurs de géographie et de l'Association des sociétés géographiques d'Europe (EUGEO).

<sup>2</sup> [[regione.toscana.it/-/generazione-2030-per-scuole-e-docenti](http://regione.toscana.it/-/generazione-2030-per-scuole-e-docenti)].